

# La présidence grecque veut mobiliser les Quinze contre la guerre en Irak

La présidence grecque de l'Union européenne a affiché hier son ambition de contribuer à éviter une guerre en Irak et de forger une unité des Quinze sur ce dossier emblématique de leurs difficultés à mettre en œuvre une politique étrangère commune. L'Union européenne « ne veut pas de guerre » en Irak, a déclaré le premier ministre grec, Costas Simitis, en affirmant vouloir s'appuyer sur la présence actuelle de quatre pays de l'Union européenne (France, Royaume-Uni, Allemagne, Espagne) au sein du Conseil de sécurité des Nations unies.

L'ONU a appelé hier Bagdad à instaurer une coopération plus active avec ses inspecteurs en désarmement tandis que l'Irak se déclarait prêt à répondre à toutes les questions en suspens pouvant lui être posées par les experts en désarmement de l'ONU. Le secrétaire américain à la Défense, Ronald Rumsfeld, a signé hier de nouveaux ordres de déploiement pour la région du Golfe, concernant 25 000 militaires, dont des marines et des pilotes de chasse. De son côté, le vice-premier ministre irakien, Tarek Aziz, est arrivé hier soir à Alger pour informer les dirigeants algériens de la situation dans son pays.

Athènes :  
de notre envoyé spécial  
Pierre Bocov

Il ne fallait pas être grand clerc pour le prévoir, mais le lancement de la présidence grecque de l'Union européenne, hier à Athènes, l'a officiellement confirmé : l'actualité des six prochains mois sera dominée par l'Irak. Costas Simitis, le premier ministre grec, a certes cité « cinq priorités » pour « son » semestre au gouvernement de l'UE. Son principal souci n'en demeure pas moins de forger une « position commune » des Quinze et, dans toute la mesure du possible, d'éviter la guerre.

« Nous ne pouvons pas préjuger » de l'évolution, a expliqué le chef du gouvernement dans la traditionnelle conférence de presse de lancement de la présidence, aux côtés de Romano Prodi, le président de la Commission européenne. « Notre désir, et notre intention, est qu'il

n'y ait pas de guerre. » Cela risque de rester un vœu pieux. « Nous devons, si nous le pouvons, mettre au point une politique plus consistante » au Proche-Orient et à propos de la crise irakienne, averti Romano Prodi, conscient des difficultés à échafauder une « politique étrangère et de sécurité commune » (PESC) digne de ce nom.

George Papandreou, le ministre des Affaires étrangères, vient d'évoquer le casse-tête irakien avec son homologue iranien Kamal Kharrazi. Il se propose d'en parler dès la fin du mois, ou au début de février, en Arabie saoudite, en Égypte, en Syrie, en Jordanie, au Liban, en Israël et auprès de l'Autorité palestinienne.

Le chef des inspecteurs à l'ONU Hans Blix doit rencontrer le 16 janvier à Bruxelles les ambassadeurs des Quinze et le haut représentant de l'Union européenne pour la politique extérieure Javier Solana. Romano Prodi a beau répéter comme une antienne que « la guerre n'est



Le premier ministre grec, Costas Simitis, au côté du président de la Commission, Romano Prodi, hier à Athènes. Le principal souci de la présidence grecque de l'Union est de trouver une « position commune » des Quinze sur la crise irakienne.

(Photo Simela Pantzartzii/AFP.)

pas inévitable ». La Commission européenne, a déjà dans ses tiroirs « un plan d'urgence en cas de guerre ». Non pas sur le plan diplomatique mais, dans le droit fil de son rôle habituel de trésorier payeur de tous les malheurs du monde, pour mettre à disposition des Irakiens une « assistance humanitaire ».

Les autres « priorités » énumérées par la nouvelle présidence de l'Union sont plus clas-

siques. La poursuite du processus d'élargissement vers l'Europe de l'Est, Chypre et Malte avec pour point d'orgue la signature des traités d'adhésion, le 16 avril à Athènes. La « Convention » sur l'avenir de l'Europe qui, théoriquement, devra présenter son projet de constitution à temps pour le sommet de Salomonique en juin. Les questions d'immigration, à la fois pour combattre son volet illégal et

pour mieux assurer l'intégration de ceux qui passent par les filières légales.

Le dossier économique et social enfin pour progresser cahin-caha vers le rendez-vous emblématique de 2010, l'année où l'Europe s'est engagée à être « l'économie la plus compétitive du monde ».

La position géographique de la Grèce donnera un lustre particulier aux dossiers balkaniques,

quelque peu délaissés par les Quinze depuis deux ans et le sommet de Zagreb. La Croatie devrait être la première, dans les semaines à venir, à présenter sa candidature à l'Union. Les autres suivront, explique Costas Simitis, même si cela « prendra du temps ». Car, dit-il sous l'œil approbateur du président de la Commission, tous les pays des Balkans ont « recation à adhé-